BERNAY
LA VILLE



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGÉTAIRE 2025

NOTE D'INTENTION



Malgré un environnement budgétaire incertain rendant notamment complexe l'évaluation des recettes et des dépenses, **l'équipe municipale maintient le cap sur ses ambitions pour le développement du territoire et la qualité de vie des habitants**. Cet engagement pour une ville accueillante, solidaire et responsable est rendu possible par la consolidation volontariste de la situation budgétaire de la collectivité depuis 2021. Cet engagement est également conforté par la poursuite d'une priorisation des choix en faveur :

> du maintien et du développement du niveau des services publics ;

> de la maîtrise de l'endettement dans une période de poussée et de volatilité des taux d'intérêt ;

> d'investissements tout aussi nécessaires à l'intérêt général qu'au soutien de l'économie locale ;

> de l'accompagnement des transitions de notre époque, une autre façon d'investir dans l'avenir ;

> du soutien à l'action associative.



AVANCER AVEC MOTIVATION, OPTIMISME ET SANS FATALITÉ

Comme pour les exercices budgétaires précédents, maintenir le cap et faire face, c'est **avancer avec motivation, optimisme et sans fatalité**. Malgré la succession des difficultés depuis 2020, le COVID, les inflations sur le gaz, l'électricité et l'essence, toutes les incertitudes budgétaires... **l'action municipale n'a eu de cesse de conforter voire de développer l'offre de service public** à Bernay.

En 2025, l'équipe municipale entend donc poursuivre sa politique d'investissement afin de finaliser le programme de travaux partagé depuis le début du mandat, tout en maitrisant le volume de sa dette et sans nouvelle augmentation de l'imposition locale. Pour tenir ses engagements et voter un budget à l'équilibre, la Ville de Bernay continuera à mener une **gestion raisonnée des dépenses publiques notamment en maitrisant les dépenses de fonctionnement**, dans la continuité du développement soutenable développé l'année écoulée.



BUDGET 2025 : ACCESSIBILITÉ ET RÉALISME

En ces temps de ruptures, de mutations voire d'inquiétudes, notre responsabilité d'élus est de **poursuivre l'expression d'un futur désirable au service de l'intérêt général**. Au diapason de ce constat, les orientations budgétaires 2025 s'articuleront autour des valeurs **d'accessibilité** et de **réalisme**.

> **Accessibilité :** le service public local protège, accueille, écoute, informe et contribue à dynamiser nos villes. Pour cela, il doit être à l'échelle de son territoire : proche, accessiblitié à tous, de qualité, diversifié dans ses champs d'application (éducation, culture, logement, pratique sportive, transition écologique, cadre de vie...) ;

> **Réalisme :** la Ville a trop longtemps souffert d'une situation budgétaire délétère et d'un sous-investissement chronique. Même si Bernay, ville-centre de son territoire, peut à nouveau évoluer et porter des projets ambitieux et durables, il convient de rester pragmatique et avancer en responsabilité, transparence et à l'écoute des besoins concrets de sa population.

SOMMAIRE

Note d'intention — **Page 2**

Préambule : Le ROB — **Page 4**

PARTIE 1 - CONTEXTE ET PERSPECTIVES — **Page 5**
A : Analyse macro-économique des collectivités — Page 6
B : Des coupes budgétaires et des certitudes — Page 7

PARTIE 2 - 2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS — **Page 8**
A : Les principaux indicateurs à suivre — Page 9
B : Section de fonctionnement : engagements tenus — Page 10
C : Maintenir l'agilité organisationnelle pour renforcer le service public — Page 11
D : Section d'investissement : une Ville qui continue à aller de l'avant — Page 14

PARTIE 3 - 2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES — **Page 16**
A : Évolution projetée de la section de fonctionnement — Page 17
B : Un budget engagé pour l'accessibilité du service public — Page 18
C : Programmation pluriannuelle 2025/2026 — Page 19

PARTIE 4 - LE BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU — **Page 21**
A : Note d'intention stratégique — Page 22
B : Approche budgétaire — Page 23



PRÉAMBULE : LE ROB

Le Rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) est une étape importante dans le cycle budgétaire annuel des collectivités locales. Si l'action des collectivités locales est principalement conditionnée par le vote de leur budget annuel, leur cycle budgétaire est rythmé par la prise de nombreuses décisions. Le ROB constitue la première étape : il permet à l'assemblée délibérante de discuter des orientations budgétaires de l'exercice et des engagements pluriannuels qui préfigurent les priorités du budget primitif et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la collectivité.

Le ROB n'a aucun caractère décisionnel. Sa teneur doit néanmoins faire l'objet d'une délibération afin que le représentant de l'État puisse s'assurer du respect de la loi. Le contenu des débats n'est pas précisé par les textes. L'ordonnance du 26 août 2005 N° 2005-1027 oblige néanmoins l'assemblée délibérante à débattre, en sus des orientations budgétaires de l'exercice, des engagements pluriannuels envisagés par la collectivité.

RAPPEL DU CADRE RÉGLEMENTAIRE

La loi N° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités territoriales. Le décret N° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du ROB comporte les informations suivantes :

> **Les orientations budgétaires envisagées par la commune** portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

> **La présentation des engagements pluriannuels**, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissements comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisations de programme.

> **Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget.** Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte les informations relatives :

> à la structure des effectifs
> aux dépenses de personnel
> à la durée effective du travail

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Le rapport est transmis par la commune au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Le ROB est également mis à la disposition du public à l'Hôtel de Ville, dans les 15 jours suivants la tenue du débat. Pour cela, le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

I CONTEXTE ET PERSPECTIVES



Crédit : freepik

I CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Lors du ROB de l'année précédente, nous indiquions que 2024 serait un saut dans l'inconnu : épuisement des vocations, nécessité de transition écologique et changement d'ampleur dans l'évolution des finances locales. L'année écoulée a cependant dépassée l'entendement. Les collectivités ont toujours autant de mal à recruter et l'instabilité politique observée des derniers mois est une situation assez inédite pour la France depuis la mise en place de la Ve République, qui entraine une instabilité économique et une incertitude majeure pour les collectivités.

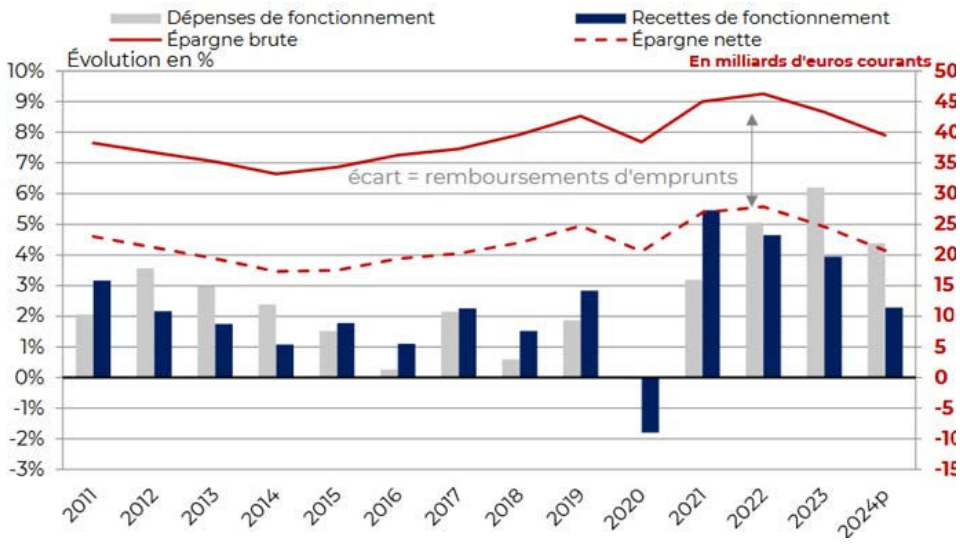
1.A/ ANALYSE MACRO-ÉCONOMIQUE DES COLLECTIVITÉS

Les prévisions évoquées pour 2024 ont bien été réelles. Si la baisse des prix des combustibles et des carburants s'est matérialisée (avec malgré tout un taux supérieur de 50% à celui de début 2020), **la croissance des produits alimentaires (+1,9%), des coûts des travaux publics (+0,8%) et des bâtiments (+1,1%) a continué**. Avant la dissolution gouvernementale d'octobre, 2024 marquait néanmoins une rupture avec les années précédentes puisque l'investissement cumulé était supérieur à l'inflation, une première depuis 2020 et la crise COVID. Cependant, les communes restent dans une situation financière tendue : la baisse des recettes et la hausse des dépenses contraintes font que les collectivités doivent faire preuves d'ingéniosité pour maintenir des services publics et investissement de qualité.

Les dépenses de fonctionnement du bloc communal ont augmenté de 4,3 % en 2024, soit plus que les recettes qui ont augmenté de 2,1 %. On observe bien un ralentissement de la hausse des dépenses de fonctionnement, **mais qui n'est pas compensée par la hausse des recettes, au plus bas depuis 2018** (hors COVID). La hausse des dépenses de fonctionnement est essentiellement due à une augmentation des dépenses de personnel, en application de mesures décidées par l'Etat (hausse du point d'indice, attribution de points d'indice majoré, et de 5 points pour tous les agents au 1er janvier 2024). Les frais financiers restent élevés car adossés sur le taux du Livret A.

A contrario, la non-revalorisation de la DGF, l'effondrement des Droits de mutation à titre onéreux (liés à un ralentissement des cessions immobilières) et les volontés municipales de ne pas augmenter le coût des services publics à la population font que **l'épargne brute des collectivités baisse fortement**.

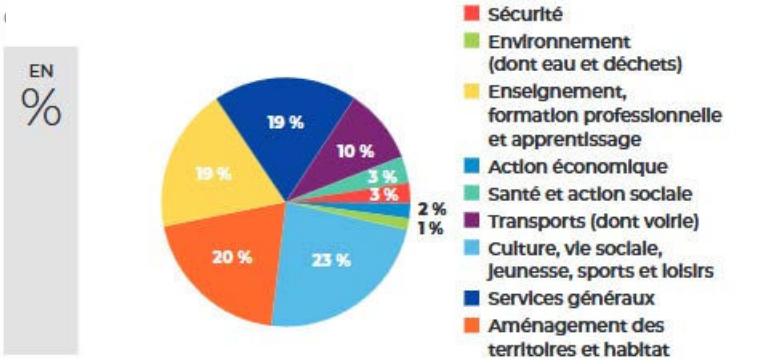
Évolution du fonctionnement des collectivités (source : la Banque postale)



I CONTEXTE ET PERSPECTIVES

Il y a une volonté des élus de ne pas augmenter la pression fiscale et financière sur leurs administrés en 2024. 85% des communes n'ont pas augmenté leurs taux d'imposition en 2024 ou les prix des services publics. La conséquence de cela, pour les collectivités, est donc une **hausse de l'emprunt pour financer l'investissement (+ 10% par rapport à 2023), alors que le niveau d'emprunt était en constante diminution depuis 2021**. Malgré cette situation inconfortable, on observe que les élus continuent de vouloir investir sur un ensemble de **compétences fondamentales : culture, jeunesse ou aménagement du territoire**.

Décomposition des dépenses d'équipement communales par politiques publiques dans les BP 2024 (source : la Banque postale)



1.B/ 2025 : DES COUPES BUDGÉTAIRES ET DES INCERTITUDES

Les prévisions 2025 ne sont guère réjouissantes. Si nous sommes informés que les bases d'imposition augmenteront de 1,7%, c'est à peu près la seule certitude qu'ont les collectivités. Cependant, les collectivités disposent de quelques éléments pour la rédaction de leur budget :

> La DGF n'augmenterait que de 150 millions en 2025 (+0.5%), ce qui signifie une valeur globale quasi égale à celle de 2024, et, **donc une recette moindre corrélée à l'inflation. Cette hausse est à nuancer car les fonds prélevés minorent la DSIL du même montant.**

> **Les recettes de TVA affectées aux collectivités vont être gelées**, représentant une économie de 1,2 milliards d'euros pour l'Etat en 2025. Ainsi, mois après mois, l'impôt national destiné à compenser les collectivités pour la suppression notamment d'une partie de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, voit sa dynamique remise en cause. Les dernières estimations de Bercy faisaient état d'une croissance de la TVA de 1,3% en 2024 (contre une prévision de +4,5% dans la loi de finances pour 2024).

> **Le fonds de contribution des collectivités au budget de l'Etat a été maintenu mais à un degré moindre**. 1 milliard d'euros seront provisionnés des comptes des collectivités les plus « riches » afin de garantir la réduction des dépenses publiques.

> Il faut ajouter à ces économies les coupes budgétaires sur le fonds vert (passage de 2,5 à 1,15 milliards d'euros) et prendre en compte la perte de « 3 milliards d'euros » liée à l'absence de revalorisation des transferts financiers de l'Etat sur l'inflation. **Cette évaluation porterait donc à un total d'environ 5 milliards d'euros les « ponctions » potentielles, directes et indirectes, que les collectivités pourraient subir**. Cette somme ne comprend pas la hausse des cotisations retraite dues par les employeurs territoriaux envisagée par le gouvernement pour réduire le déficit du régime de retraite des agents des collectivités et des hôpitaux, la CNRACL. **Cela représenterait un peu plus de 350 millions d'euros en 2025.**

D'autres mesures concernent les collectivités (suppression de la GIPA, gel du point d'indice, réduction de 100% à 90% de l'indemnisation des arrêts maladie de moins de 3 mois). Ces mesures représentent certes des réductions de coûts pour les collectivités mais, à court terme, car ne prennent pas en compte la baisse de l'attractivité des métiers publics ou les conséquences des arrêts non pris par des agents pour ne pas subir une baisse de salaire.

II 2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS



Crédit : Aero Drone Normandie

II 2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

Après une année 2023 marquée par un investissement soutenu et la volonté de conforter la situation budgétaire de la collectivité, l'exercice 2024 est le reflet d'une année de transitions :
> préparation technique et administrative des investissements majeurs des années à venir,
> poursuite des chantiers d'amélioration des performances énergétiques et d'amélioration du cadre de vie (éclairage public, aménagements de la phase 2 de la requalification du quartier de la gare...)
> recours à l'emprunt maîtrisé afin d'assurer une stabilité durable de la situation financière de la Ville.

2.A/ LES PRINCIPAUX INDICATEURS À SUIVRE

Évolution de la section de fonctionnement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CAA 2024
RRF	14 339 725	15 532 562	17 046 855	**16 524 485**
DRF	12 412 289	13 139 190	13 690 163	**13 297 364**
Epargne brute	1 927 436	2 393 372	3 356 692	**3 227 122**
Epargne brute retraitée*	**1 143 474**	**2 369 579**	**3 305 817**	**3 219 390**
Rembrt capital	1 530 262	1 539 579	1 485 632	**1 403 850**
Epargne nette	397 174	853 792	1 871 060	**1 823 271**
Epargne nette retraitée*	**-386 788**	**830 000**	**1 820 185**	**1 815 539**

* retraitée des éléments de cession exceptionnels (ventes foncières...)

Encours de la dette

Encours dette 31/12/2024	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre d'emprunts bancaires	Structuration
13 229 387,95 €	2,39%	24 ans et 11 mois	27	19 à taux fixe, 6 à taux variable et 2 à taux structuré

Capacité de désendettement

	2021	2022	2023	2024
Encours de dette (CRD 31/12)	14 599 147	13 960 168	13 627 908	**13 229 388**
Taux d'endettement	108%	90%	80%	**80%**
Nombre d'habitants	10 290	10 159	9 935	**10 050**
Dette par habitant	1 419	1 374	1 372	**1 316**
Capacité de désendettement*	13	6	4	**4**

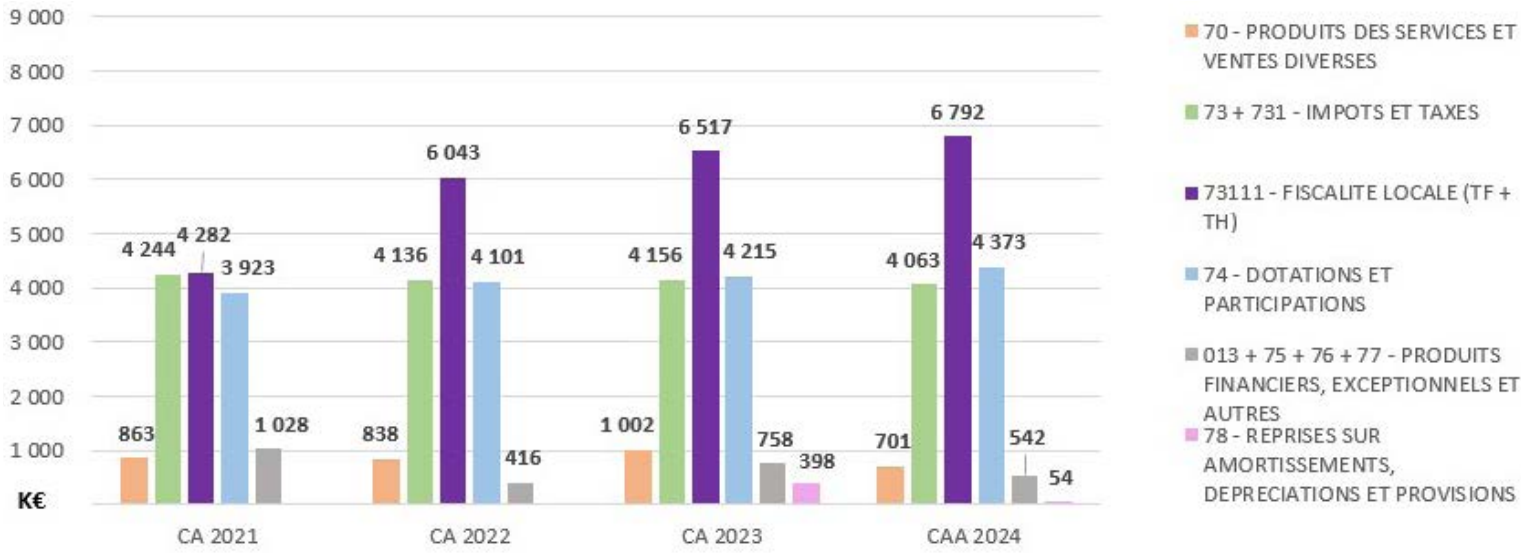
* en année de remboursement

Rappel : la capacité de désendettement s'élevait à 20 années de remboursement en 2020. L'encours de la dette de la Ville de Bernay a ainsi diminué de 1 897 K€ depuis le 1er janvier 2020.

2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

2.B/ SECTION DE FONCTIONNEMENT : ENGAGEMENTS TENUS

Évolution des recettes réelles de fonctionnement 2021 à 2024



En 2024, les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à **16,6 M€, en diminution de 3,06 % par rapport à 2023**. À noter notamment pour l'exercice 2024 :

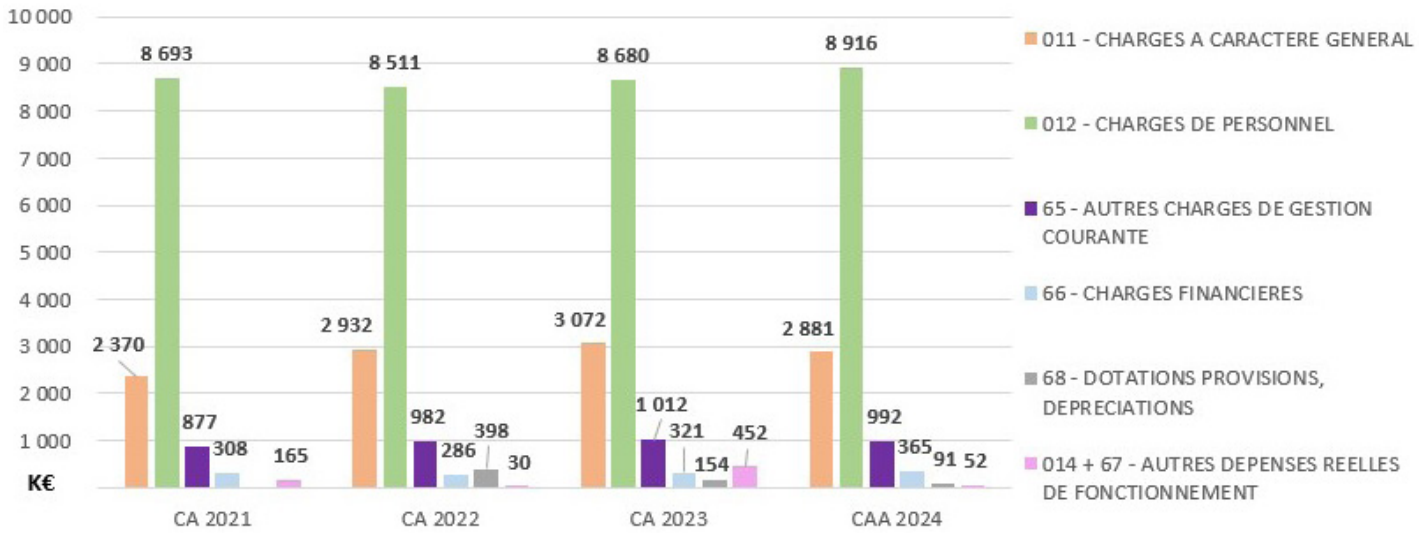
> la hausse du produit de la fiscalité locale (+ 274 K€ **par la revalorisation des bases fiscales décidée par le Gouvernement à hauteur de 3,9%**) ;

> La hausse de 3,73% des « dotations et participations » (État + 93 K€ et CAF + 56 K€) ;

> le recalcul des frais de structure sur les budgets annexes (- 175 K€) ;

> La non-reconduction d'éléments exceptionnels 2023 (- 683 K€ : titres antérieurs sur cession parcelle IBTN, non reprise de provisions).

Évolution des dépenses réelles de fonctionnement 2021 à 2024



Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à **13,3 M€, en baisse de 2,87% par rapport à 2023**.

2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

Malgré une augmentation mécanique des frais de personnel (+ 2,73 % - Glissement Vieillesse Technicité), La baisse des dépenses de fonctionnement est liée à :

> Une politique volontariste et continue de maîtrise des dépenses (-230 K€) ;

> La non-reconduction d'éléments exceptionnels 2023 (-470 K€ : annulation de titres antérieurs, non reprise de provisions).

À RETENIR

En matière de fonctionnement, 2024 est caractérisée par le maintien de l'épargne et la poursuite du désendettement selon la stratégie budgétaire posée en 2022. Le maintien de l'épargne nette s'explique principalement par :

> une bonne maîtrise de dépenses de fonctionnement (- 6,57%) malgré la rigidité des dépenses liées à la masse salariale ;

> une augmentation des bases fiscales décidées par l'État de 3,9% (représentant 1,6% des recettes totales de la collectivité).

À noter que l'exercice 2024 confirme le soutien affirmé de la Municipalité en faveur de la dynamique associative locale avec une hausse de 35 K€ des subventions aux associations par rapport à 2023.

2.C/ MAINTENIR L'AGILITÉ ORGANISATIONNELLE POUR RENFORCER LE SERVICE PUBLIC

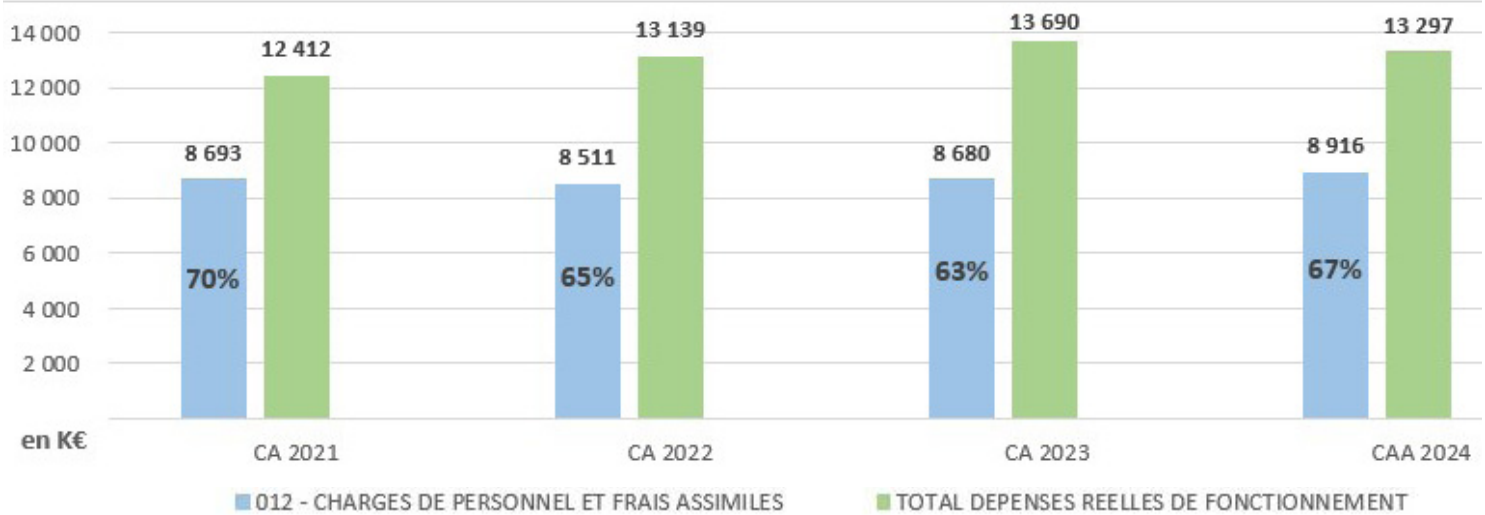
Dans un contexte morose et incertain, **la Ville de Bernay poursuit son investissement dans ce qui constitue sa plus grande force : son capital humain et la puissance de son collectif**. Autour de son projet de collectivité « *Seul on imagine, ensemble on grandit* » et des valeurs qui l'ont bâti (le respect, la solidarité, l'esprit d'équipe et l'engagement), plusieurs axes sont investis :

> **La cohésion** et l'appartenance par des moments collectifs et conviviaux qui ponctuent l'année ;

> **La motivation**, par la cohérence des fonctionnements managériaux et l'envoi de signes de reconnaissance à destination des agents, de services ou de projets

> **L'agilité** par la flexibilité de ses organisations, le développement de la mobilité et les formations.

Évolution des charges de personnel 2021 à 2024



II 2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

Répartition titulaires/non titulaires en équivalent temps plein au 31/12/2024

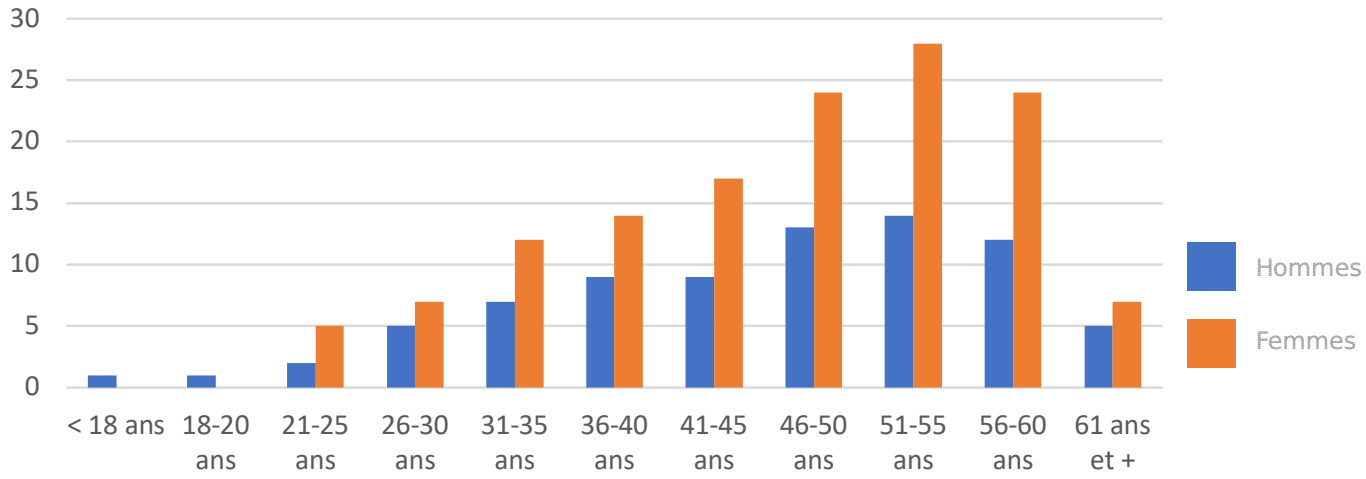
	2021	2022	2023	2024
Titulaires	186	173,30	169,59	165,09
Non titulaires	30,46	35,97	45,96	46,47
Total	216,46	209,17	211,55	211,56

Nombre d'ETP moyen en 2024

	2021	2022	2023	2024
Nombre ETP Moyen	231	216,86	211,18	213,60

> La Ville parvient à maintenir son niveau d'effectif **tout en ayant une politique d'inclusion volontariste via le recrutement d'apprentis, ou de contrats aidés ainsi qu'une approche flexible de ses organisations**. Les variations d'effectifs sont principalement liées au remplacement d'agents en arrêt de longue durée.

Répartition des âges



> **Moyenne d'âge dans la collectivité : 46 ans**

2.C.1/ Un engagement concret et renforcé en faveur de la formation et de l'inclusion

Entre 2020 et 2024, le nombre d'heures totales de formation est passée de 943 à 2990 pour un budget total à hauteur de 106 354 €. Une spécificité en 2024 avec des formations « informatiques/téléphonie) dispensées en interne, par le technicien supports informatiques (**21 agents formés soit 125 heures**). Cette méthode d'apprentissage permet de faciliter la formation d'agents en limitant les déplacements, la mobilité restant un des premiers freins à la formation.

Depuis 2022, la collectivité poursuit son cycle de formations de management pour accompagner les managers récemment en poste ainsi que dans un souci de cohérence managériale et d'apport d'outils d'accompagnement au changement et de résolution de problèmes.

Par ailleurs, puisqu'il est important d'accueillir et de valoriser activement la diversité parmi les agents via les contrats aidés mais aussi l'apprentissage, **l'effectif moyen intègre trois apprentis (pôle aménagement et service Communication et Dynamique locale) et une doctorante (pôle action culturelle)**. Le contrat de doctorat et le contrat aidé permettent à la Ville de bénéficier de subventions de l'Etat.

2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

2.C.2/ Durée effective du temps de travail

La Ville applique la législation nationale régissant le temps de travail.

2.C.3/ Mise en place du télétravail

Les agents effectuant majoritairement des missions administratives ont la possibilité d'effectuer une journée de télétravail hebdomadaire et sont équipés en conséquence par la collectivité. **28 agents en bénéficient.**



Formation des ATSEM à la langue des signes avec leur collègue Thomas Millet, agent au service Propreté, pour mieux accompagner les enfants sourds et malentendants. Une initiative interne innovante qui favorise l'inclusion scolaire : le projet de collectivité en action !

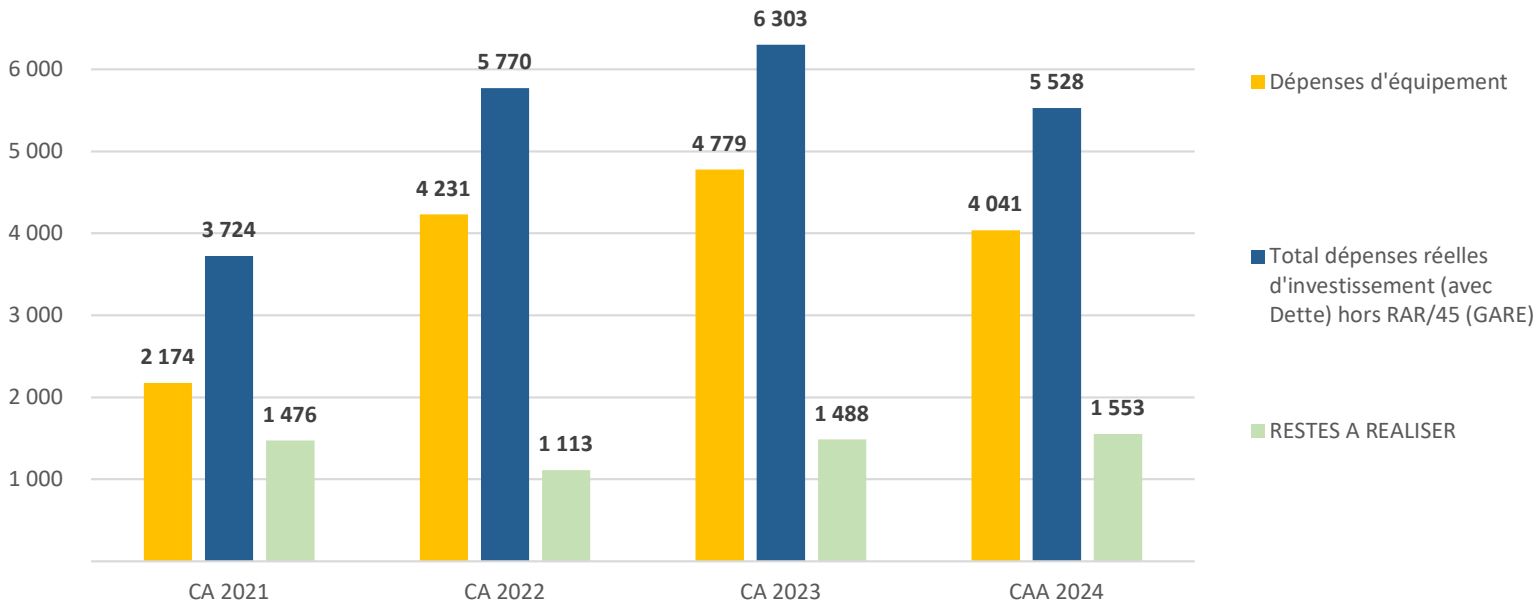
À RETENIR

L'effectif s'est établi à 211,56 agents ETP en 2024, un effectif stable par rapport à 2023. La Ville parvient à maintenir son niveau d'effectif tout en ayant une politique d'inclusion volontariste via le recrutement d'apprentis, ou de contrats aidés ainsi qu'une approche flexible de ses organisations. Les variations d'effectifs sont ainsi principalement liées au remplacement d'agents en arrêt de longue durée. L'évolution maîtrisée de sa masse salariale à + 2,73% s'explique, quant à elle, principalement par des éléments mécaniques (avancement de grade et revalorisation des indices décidées par le Gouvernement).

2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

2.D/ SECTION D'INVESTISSEMENT : UNE VILLE QUI CONTINUE À ALLER DE L'AVANT

Comparatif des dépenses réelles d'investissements 2021-2024



En 2024, les dépenses d'investissement (hors dette/RAR/travaux quartier de la gare) s'élèvent à 4 M€ (-15,44% par rapport à 2023). Le taux de réalisation des investissements marque également le pas : 60% (contre 72% en 2023 et 2022). Cette situation s'explique par plusieurs facteurs :

> Moyens mobilisés pour la conduite des travaux de la phase 2 de la requalification du quartier de la gare (**montant des travaux : 1,8 M€, part de la Ville : 198 K€**) ;

> Décalage lié à l'attribution tardive de subventions (complexe sportif Bailly) ;

> Décalage temporel du démarrage des travaux (Espace du droit et de la famille) ;

> Réalisation d'études préalables au déploiement de projets d'investissement ou d'optimisation du montant des subventions associées avant de lancer les projets (Phase 1 Ferry, réorganisation des services techniques, verrière musée...).

Principales réalisations de dépenses d'équipement 2024 :



Programme d'amélioration voiries / trottoirs
504 130€



Rénovation école élémentaire Paul-Bert
445 617€



Phase 1 passage LED éclairage public
375 117€



Espace du droit et de la famille
299 529€



Solde phase 1 requalification du quartier de la gare
267 292€



Phase 2 requalification du quartier de la gare - part Ville
197 679€



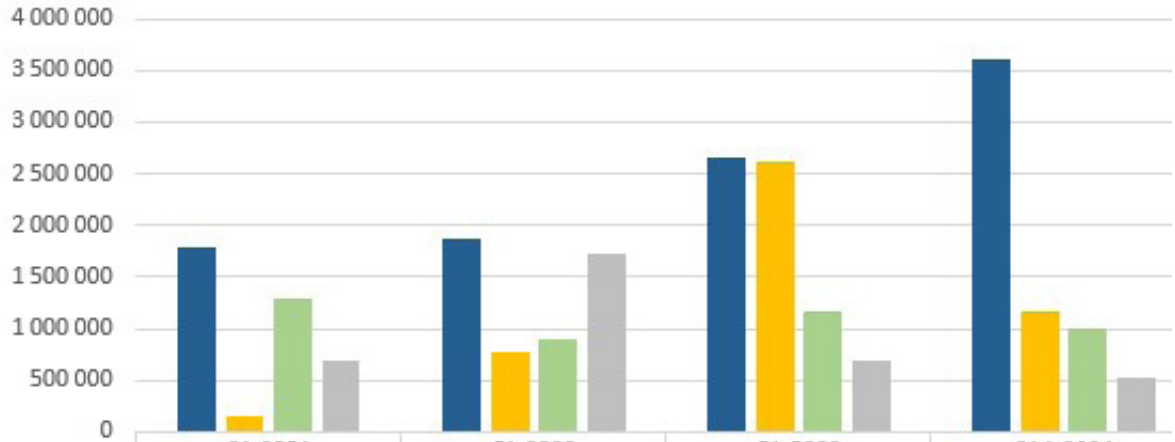
Videoprotection
118 996€



Restauration vannage médiathèque
97 755€

II 2024 : UNE ANNÉE DE TRANSITIONS

Comparatif des recettes réelles d'investissements 2021-2024



	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CAA 2024
10 - DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 787 526	1 873 279	2666 676	3602 906
13 - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	148 075	779 446	2613 409	1160 841
16 - EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 289 000	900 000	1157 022	1005 180
RESTES A REALISER	686 250	1 728 478	691 824	524 526

En matière de subvention, l'engagement pris en début de mandat est une nouvelle fois tenu grâce à un process interne d'optimisation des recherches et des dossiers (fonds vert notamment) mais aussi grâce à un engagement important de la Municipalité afin de mobiliser les financeurs institutionnels (contrat de territoire). **Au total, les recettes d'investissement s'élèvent ainsi à 8,1 M€, en hausse de 12,56% par rapport à 2023**.

À RETENIR

En matière d'investissement, la Ville de Bernay poursuit la trajectoire vertueuse initiée en 2021 pour en finir à la fois avec le sous-investissement chronique et le manque de projets permettant de soutenir la dynamique locale... ainsi que l'économie locale. Pour cela, elle peut compter sur la stabilité de son taux d'épargne brute à 20% ce qui permet notamment un recours à l'emprunt maîtrisé (en baisse de 13% par rapport à 2023).

La Ville continue ainsi d'associer un développement maîtrisé et nécessaire à la poursuite de son désendettement (la capacité de désendettement étant passée de 20 ans en 2020 à 4 ans en 2024).

III 2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES





La rénovation de la friche au Pont-Ravet et le Square Gouas, deux réalisations inscrites au budget 2025.
(Image Friche Pont-Ravet : Jonathan Duconseil
Image square Gouas : Brice Robert Paysagiste en collaboration avec Alais Penasson Conceptrice)

2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES

La construction des orientations budgétaires 2025 a été marquée par les revirements nationaux successifs et les incertitudes quant à la Loi de finance. Parce que ce qui compte n'est pas tant ce qui nous arrive mais ce que nous en faisons, la Ville, forte des choix budgétaires mis en oeuvre depuis le début de ce mandat, fait le choix de maintenir le cap face aux incertitudes en :

> gardant une vigilance accrue sur ses équilibres budgétaires fortement exposés aux évolutions pesant sur les capacités de ses co-financeurs ;

> poursuivant une approche pragmatique dans ses choix ;

> assurant un service public de qualité accessible au plus grand nombre ;

> préservant une vision optimiste d'une ville vivante et dynamique.

3.A/ ÉVOLUTION PROJETÉE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Évolution de la section de fonctionnement

	BP 2021	BP2022	BP 2023	BP 2024	HYPO BP 2025
RRF	14 469 975	15 280 315	16 068 436	16 372 764	16 026 764
DRF	12 752 202	13 369 098	14 054 685	14 178 246	14 178 627

Recettes de fonctionnement :

Une légère baisse des recettes (-2,11%) est attendue. Elle est liée principalement à des éléments non-récurrents ou de régularisation entre budgets annexes et principal (ex. : nouveau mode de calcul de la taxe électricité : - 130 K€ ; révision des frais de gestion affectés aux budgets annexes : - 184 K€). **La hausse des bases fiscales décidée par l'État contribue à hauteur de + 124 K€**.

À noter parmi les nouvelles recettes la participation de l'IBTN à la **rénovation de nos gymnases (+ 100 K€)** et des **dotations CAF et État en légère hausse (+ 150 K€)**.

Dépenses de fonctionnement :

Malgré des coûts supplémentaires liés aux travaux d'eau pluviales et de voirie (+ 100 K€) ainsi qu'une hausse des charges de personnel (+ 2,62% : hausse de 3 points des cotisations CNRACL + 170 K€ ; GVT + 35 K€ ; mise en place du CIA + 30 K€) **les dépenses de fonctionnement se maintiendraient au niveau du BP 2024** :

> Du fait de la stabilité des cours de l'énergie surestimés en 2024 (- 120 K€) ;

> Par le renforcement des travaux de régie limitant ainsi légèrement le recours à des prestataires extérieurs en travaux et formations (- 80 K€) ;

> Par une orientation « Qualiville » pour renforcer la qualité de la relation avec les citoyens usagers des services.

2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES

Projection encours de la dette

Encours dette 31/12/2025	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre d'emprunts bancaires	Structuration
12 986 213	2,37 %	23 ans et 11 mois	25	17 à taux fixe, 6 à taux variable et 2 à taux structuré

> Entre 2020 et la situation projetée pour la fin 2025, **le maintien de la capacité de désendettement (7 ans en 2025) en dessous du seuil d'alerte ainsi que la baisse continue de l'encours** de la dette attestent d'une gestion responsable et mesurée entre développement de la ville et amélioration durable des finances.
En 2025, le taux d'endettement est projetté à 81% (111% en 2020) et la dette par habitant à hauteur de 1 292 euros, en baisse constante (1 423 en 2021).

3.B/ UN BUDGET ENGAGÉ POUR L'ACCESSIBILITÉ DU SERVICE PUBLIC

Au titre de son budget principal**, en 2025, la Ville projette d'investir 5,2 M€ (hors RAR, hors dette et hors requalification du quartier de la gare).** Ce montant, stable par rapport à 2024, s'inscrit dans une stratégie budgétaire réaliste, compte tenu des incertitudes, et assurément au service d'une ville accueillante, responsable et solidaire.
Plus particulièrement en 2025, l'accent sera mis sur le renforcement et l'accessibilité de l'offre municipale de service public avec la volonté affirmée de lutter contre le non-recours aux droits car un certain nombre de personne n'osant pas franchir les portes de nos services se privent d'accompagnement ou d'aides.

À RETENIR

La phase 2 de la requalification du quartier de la gare se terminera en mai 2025. Le coût des travaux total de cette phase s'élève à 4,6 M€ :
> À la charge des financeurs (État, Région, Département) : 3,6 M€
> Contribution totale Intercom Bernay Terres de Normandie : 555 K€
> Contribution totale Ville de Bernay : 405 K€

2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES



ESPACE DU DROIT ET DE LA FAMILLE

Ce nouveau service rassemblera avant l'été sur un site unique rue Guillaume de Tremblaye les services du CCAS, les services en lien avec la famille, la France services, la CPAM, une station CNI-Passeport.



ESPACE JULES-FERRY

Phase 1 de la transformation de l'ancienne école en un lieu favorisant les pratiques artistiques associatives et professionnelles. Ce lieu de rencontre, d'exposition, de création et de découverte verra le jour en juin.



MAISON DE L'ENFANT

Service innovant destiné à une meilleure prise en charge des familles et des enfants afin de lutter contre les inégalités qui, dès le plus jeune âge, impactent le devenir des enfants. La maison de l'enfant sera à la fois un espace pluridisciplinaire et modulable, un lieu ressource mais, surtout, un service public à destination de toutes les familles et futures familles. Ouverture à l'automne.

ET AUSSI...

> Refonte du site internet pour des services en ligne + accessibles
> Politique de soutien de la rénovation énergétique de l'habitat et de valorisation des façades
> Phase 1 de la restauration de la Basilique de la Couture
> Rénovation école du Bourg-le-Comte



PRÉVENTION INONDATIONS

> Travaux d'aménagements sur le secteur de la Carentonne ;
> Curage du Ravet et de ses affluents ;
> Cartographie de l'aléa inondation sur le territoire pour de définir le schéma de gestion des eaux pluviales.



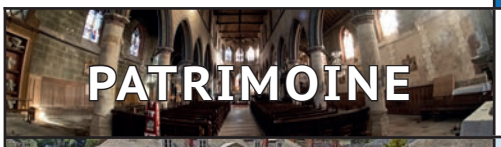
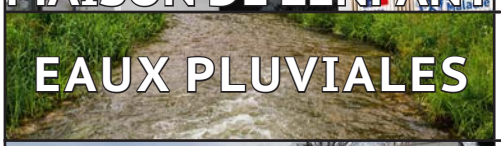
RÉNOVATION STADE BAILLY

> Création d'un terrain de football naturel
> Construction de vestiaires et d'un club house pour le club de football
> Construction d'un club house pour le rugby
> Modification du chauffage et de la production d'eau chaude des vestiaires rugby existants.

Livraison hiver 2025.

2025 : MAINTENIR LE CAP FACE AUX INCERTITUDES

3.C/ PROGRAMMATION PLURIANNUELLE 2025/2026

	2025	2026	TOTAL	Subventions
	170 000	350 000	520 000	✓
	431 000	350 000	781 000	✓
	2 560 000		2 560 000	✓
		1 700 000	1 700 000	✓
	300 000	320 000	620 000	✗
	370 000	370 000	740 000	✓
	155 000	400 000	555 000	✓
	1 593 000	350 000	1 943 000	✓
	378 000	601 000	979 000	✓
	607 000	218 000	825 000	✓
	100 000	100 000	200 000	✗
	120 000	180 000	300 000	✗
	6 784 000	4 939 000	11 723 000	

IV BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU



Crédit : Freepik

IV BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

Dans la continuité des exercices précédents, la proposition budgétaire 2025 pour le budget annexe de l'eau répond à deux enjeux : la préservation de la santé des bernayens dans un contexte d'apparition de nouvelles substances contaminantes à analyser ainsi que l'optimisation de la dépense publique affectée à la potabilité et à l'économie de l'eau. Il est important de préciser qu'une nouvelle stratégie de protection de la ressource en eau, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif est en cours de construction et vise à répondre aux demandes du 12e programme de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie 2025-2030.

4.A/ NOTE D'INTENTION STRATÉGIQUE

4.A.1/ Fonctionnement

> Continuité dans la prestation supplémentaire sur le marché d'exploitation de l'usine de traitement, de la réparation de fuites et ouvertures/fermetures de compteurs ;
> Analyses et suivi renforcé sur les forages de substitution afin de quantifier **la meilleure stratégie de distribution d'une eau de qualité à la population** ;
> Mise en œuvre d'une campagne de changement de compteurs défaillants et obsolètes afin de **permettre une meilleure facturation auprès des abonnés** ;
> Participation au suivi renforcé de la qualité des eaux au niveau du captage des Bruyères par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et le Conseil Départemental de l'Eure.

4.A.2/ Investissement

> Réalisation des travaux de remplacement de canalisations et de branchements sur la rue Leprevost de Beaumont (**rue affichée comme prioritaire dans la gestion patrimoniale du réseau de distribution d'eau destinée à la consommation humaine**) ;
> Réalisation d'une deuxième interconnexion avec le SAEP de la Charentonne afin de **sécuriser l'alimentation en eau à la population et de lutter contre les pics de turbidité et produits phytosanitaires** en lien avec les conditions climatiques ;
> **Première phase de travaux sur une zone de rétention sur le bassin d'alimentation de captage afin de lutter contre les pics de turbidité et de produits phytosanitaires** en lien avec les conditions climatiques ;
> Première phase de test afin d'établir le meilleur process de traitement pour la reconquête de la qualité de l'eau distribuée ;
>Première phase de travaux recensés dans le dossier d'utilité publique de distribution d'eau par la Ville aux abonnés (**comblements de puits présents dans le périmètre de protection rapproché du captage**).

À moyen et long terme, les actions entreprises permettront à la Ville de distribuer une eau de meilleure qualité, de limiter les traitements de l'eau brute pour, in fine, générer à des économies d'énergie ainsi que de prélèvement de la ressource. Cette démarche de protection de la ressource en eau constitue une condition d'éligibilité aux subventions de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

IV BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

4.B/ APPROCHE BUDGÉTAIRE

4.B.1/ Évolution de la section de fonctionnement

	CA 2021	CA 2022	CA 2023	CAA 2024
RRF	1 731 620	1 731 770	1 731 606	**1 702 905**
DRF	1 490 234	1 476 793	1 521 045	**1 272 737**
Epargne brute	241 386	254 977	210 561	**430 168**
Epargne brute retraitée*	**176 496**	**238 165**	**210 220**	**423 667**
Rembrt capital	94 406	90 129	112 148	**123 496**
Epargne nette	146 980	164 848	98 413	**306 672**
Epargne nette retraitée*	**82 090**	**148 036**	**98 072**	**300 172**

* retraitée des éléments de cession exceptionnels (ventes foncières…)

Entre 2023 et 2024, les dépenses et les recettes de fonctionnement baissent respectivement de 16% (-248 K€) et de 2% (-29 K€). À noter sur cet exercice 2024 :

> - 49 K€ en recettes : produits RH (fonds de compensation supplément familial, remboursement Indemnités journalières)

>+ 18 K€ en recettes liée à la participation de l'Agence de l'eau à la réalisation de l'animation agricole et les actions mises en oeuvre par la Ville en lien avec la lutte contre l'érosion et le ruissellement ;

> - 136 K€ de dépenses de personnel (2 agents transférés au budget principal et 1 agent décédé) ;

> + 99 K€ révision de prix du contrat exploitation usine de production d'eau potable + main d'œuvre ;

> 92 K€ : reversement à l'Agence de l'eau des redevances pollution et modernisation de réseaux de collecte.

	BP 2021	BP 2022	BP 2023	BP 2024	HYPO BP 2025
RRF	1 808 550	1 704 881	1 793 753	1 684 152	**1 590 711**
DRF	1 887 748	1 695 044	1 680 867	1 440 361	**1 340 473**

Les dépenses de fonctionnement évolueraient une nouvelle fois à la baisse en 2025 (-7 % vs BP 24) en raison de :

> - 51 K€ de dépenses de personnel (transfert d'un agent au budget principal) ;

> - 80 K€ reversement des redevances « pollution» à l'Agence de l'Eau.

Les recettes de fonctionnement 2025 évolueraient elles aussi en légère baisse (-6 % vs BP 24) :

> -10 K€ : fin de la facturation de la redevance d'assainissement collectif à la SAUR ;

> - 57 K€ : redevance Agence de l'eau

> - 23 K€ : subvention Agence de l'eau, animation BAC

> - 10 K€ : vente d'eau (hameaux et Menneval)

IV BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

4.B.1/ Évolution de la section d'investissement

Évolution des recettes d'investissement

	CA 2022	CA 2023	BP 2024	CAA 2024	HYPO BP 2025
Dotations, fonds divers et réserves	819 109	448 925	393 195	393 195	0
Subventions d'investissement	8 672	39 804	86 276	206 362	298 000
Emprunts et dettes assimilées	661 432	475 426	595 184	595 185	316 567
Opération pour le compte d'un tiers	/	/	34 070	34 070	/
TOTAL RECETTES	**1 489 214**	**964 155**	**1 108 725**	**1 228 811**	**614 567**
Restes à réaliser	38 007	60 285	60 285	0	0

On note une **hausse des recettes d'investissement entre 2023 et 2024 (+ 27%), en raison de la hausse du recours à l'emprunt (+120 K€) au vu des investissements 2024 ainsi qu'une hausse des subventions de l'Agence de l'eau liée aux travaux engagés (+167 K€).**
Pour 2025, les recettes d'investissement sont attendues à la baisse (-47% vs BP24) du fait d'un moindre recours à l'emprunt. La dynamique constatée sur les subventions se maintient **(+212 K€ vs BP 2024).**

Évolution des dépenses d'investissement

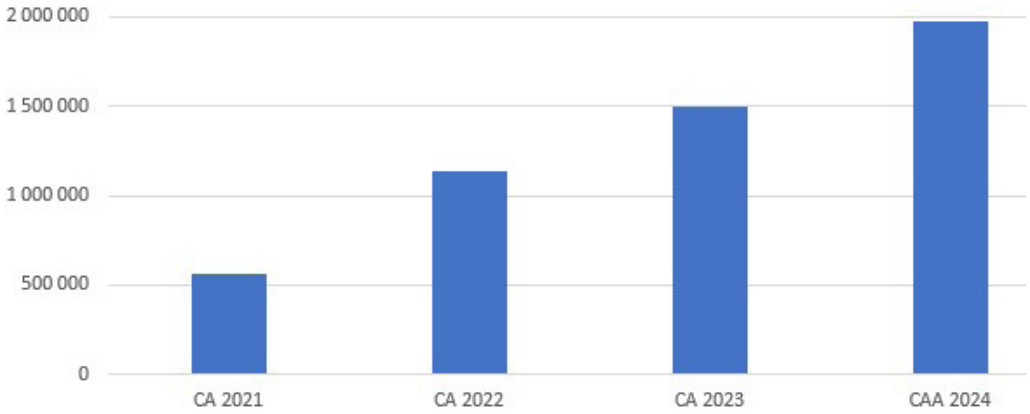
	CA 2022	CA 2023	BP 2024	CAA 2024	HYPO BP 2025
Subventions d'investissement	/	/	34 070	0	/
Emprunts et dettes assimilées	90 129	112 148	123 495	123 496	134 270
Immobilisations incorporelles	1 281	11 450	/	0	/
Immobilisations corporelles	1 776 432	1 346 077	884 287	888 056	1 096 000
Opérations pour compte de tiers	34 070	/	/	/	/
TOTAL DÉPENSES	**1 901 912**	**1 469 675**	**1 041 852**	**1 045 622**	**1 230 270**
Restes à réaliser	432 185	86 682	86 682	0	0

Après un niveau très soutenu d'investissement en 2022 et en 2023 concrétisant la volonté de la Municipalité de rattraper le retard accumulé sur la précédente décennie quant à l'entretien des réseaux, une diminution des dépenses est constatée en 2024 (-29 %). Ces dépenses repartiront en hausse en 2025 (+ 24% par rapport au BP 2024). Celles-ci comprennent principalement :

> Travaux d'interconnexion BERNAY/SAEP de la Charentonne : 350 K€
> Travaux Rue Leprévost de Beaumont : 580 K€
> Remplacement de branchements plomb : 30 K€
> Travaux sur l'usine de production d'eau potable – test « Diabolo » charbons actifs : 50 K€
> Travaux réaménagement du bassin de rétention sur la commune de Plainville : 80 K€
> Comblement d'un puits situé dans le périmètre rapproché du captage : 6 K€

IV BUDGET ANNEXE DU SERVICE DE L'EAU

4.B.2/ Encours de la dette au 31/12



Encours dette 31/12/2024	Taux moyen	Durée de vie résiduelle	Nombre d'emprunts bancaires	Structuration
1 970 895,80 €	3,20%	39 ans 09 mois	8	6 à taux fixe et 2 à taux variable

4.B.3/ Programmation pluriannuelle 2025

	2025	Subventions possibles
Travaux renouvellement réseau d'eau potable et branchements	960 000	✅
Travaux divers	136 000	❌
	1 096 000	

À RETENIR

La dynamique du budget annexe du service de l'eau continue de s'inscrire dans celle du budget principal afin de soutenir une politique d'investissement à la hauteur des enjeux (à commencer par une meilleure protection de la ressource en eau) et du sous-investissement passé.

BERNAYLAVILLE.FR